



Échos du monde musulman N° 241

26 novembre 2014

Site : yvesmontenay.fr - @ymontenay

Tunisie : les présidentielles du 23 novembre, suite

Vous connaissez les résultats officiels : le second tour opposera le chef du parti anti-islamiste tunisien Nidaa Tounès, [Béji Caïd Essebsi](#), arrivé en tête avec 39 % des suffrages, au président sortant Moncef Marzouki (33 %).

Ce résultat est voisin de celui des législatives, avec un petit recul pour [Béji Caïd Essebsi](#), dont quelques voix seraient allées au candidat arrivé troisième avec près de 8 % des voix. Ce candidat, Hama Hammami, est également anti-islamiste et représente « la gauche ». Par rapport aux législatives il a gagné les voix de ceux qui considèrent Béji Caïd Essebsi comme trop âgé (bientôt 88 ans) et représentatif des régimes antérieurs à la révolution.

Le président sortant, Moncef Marzouki, retrouve les voix islamistes auxquels il était allié dans le gouvernement précédent. En effet le parti Ennadha, bien que n'ayant pas donné de consignes de vote, a fait travailler ses militants en faveur du président sortant, et il était de notoriété publique qu'il était leur vie favori.

Le second tour aura lieu dès que les recours ont été épuisés. Béji Caïd Essebsi est favori, mais de manière moins nette qu'il n'espérait.

Les djihadistes occidentaux

Les dernières vidéos de l'EI semblent avoir atteint leur objectif : donner une grande notoriété à ses recrutés occidentaux, et notamment français. Ces vidéos révoltent la quasi totalité leurs spectateurs, musulmans ou pas, mais il suffit que quelques milliers de jeunes occidentaux y voient une occasion de célébrité, ou tout simplement de sortir d'une vie « insipide », pour que l'EI réussisse son opération de recrutement. Comme vous l'avez lu, une bonne partie des jeunes Occidentaux en question ne sont devenus musulmans que récemment, en général en s'enfermant dans leur chambre sur le conseil d'un ami pour se plonger dans l'Internet djihadiste.

Deux livres récents sont consacrés à ce phénomène : « les Français djihadistes » de David Thompson et « Ils cherchent le paradis, ils ont trouvé l'enfer » de Dounia Bouzar, directrice du « Centre de prévention et dérives sectaires liées à l'islam ». Cette dernière rappelle l'existence des armes juridiques « anti-sectes », pour contrer la défense des propagandistes djihadistes qui se retranchent derrière « la liberté de parler religion ».

Le wahabbisme en Algérie

En Algérie, le pouvoir commence à se méfier des associations religieuses, suspectées de diffuser le wahhabisme alors qu'elles étaient jusqu'à présent encouragées.

Dans ce contexte, Abderrahmane Moussaoui. Professeur d'anthropologie à l'université Lyon 2, rappelle que l'Arabie s'est lancée dans la diffusion du wahhabisme depuis les années 1960, à l'époque pour contrecarrer le panarabisme (Nasser, le parti Baas de Syrie et d'Irak, qui menaçait son régime. Elle s'appuie sur le prestige que lui donne du pèlerinage à la Mecque et sur l'argent du pétrole. Elle forme des cadres religieux dans ses universités : qui a le bac et

connaît le Coran bénéficie d'une bourse, de billets aller-retour pour l'Arabie et de confortables conditions matérielles.

Parallèlement les mosquées algériennes ont maintenant des activités multiples : éducatives, sportives, écologiques, touristiques ; elles sont bien organisées pour lutter contre la modernisation impie en utilisant en les supports audiovisuels et Internet. Leur activité dans ce domaine est souvent supérieure à celle d'une université. Enfin « la réconciliation nationale » et l'amnistie corrélative de l'islamisme violent des années 1990 lui a rendu une certaine légitimité. Il faut noter par ailleurs que le wahhabisme ne s'oppose pas aux pouvoirs en place, contrairement au djihadistes ou aux Frères Musulmans, et a donc moins inquiété les gouvernements dans un premier temps. Le ralliement de groupes islamistes à l'EI commence à les réveiller ce et inquiète l'armée.

Des responsables réagissent en valorisant « l'islam de Cordoue et sa cohabitation pacifique avec le christianisme et le judaïsme, en Andalousie comme au Moyen-Orient » (*rappel personnel : cette vision est exagérément idyllique, mais il est certain que la cohabitation était bien meilleure que depuis le milieu du XXe siècle, tournant symbolisé par la création d'Israël en 1948 parmi bien d'autres événements*). Par ailleurs, au Maghreb, « Cordoue », symbole de l'Andalousie, évoque une grande époque artistique et scientifique, par opposition à l'obscurantisme qui a suivi et qu'on appellerait en termes contemporains « la réaction islamiste ». Enfin les musulmans andalous ont massivement émigré au Maghreb où leur héritage est important et apprécié.

Les missionnaires séoudiens ignorent évidemment tout cela. Le Maghrébin « de base » a-t-il une idée précise de « l'islam de Cordoue » ? Est-ce relayé ensuite par beaucoup d'imams pour contrer le discours wahhabite ? Je ne sais pas.

Et au Maroc ?

La situation a des points communs avec l'Algérie : présence wahhabite, évocation de « Cordoue » au moins chez certaines élites. La différence est la présence du roi, commandeur des croyants, dont nous avons vu qu'il lançait « son » Coran et qui peut plus ou moins contrôler les mosquées.

Néanmoins l'islamisme marque socialement des point d'après l'étude (sous presse, nous en reparlerons) de deux universitaires marocains, Mounir Zuiten et Mehdi Lahlou. Comme ailleurs l'islamisme est porté par le wahhabisme, et prospère sur un terreau sans tradition démocratique, mal scolarisé et notamment maîtrisant insuffisamment l'arabe pour avoir une opinion personnelle sur les textes, et insuffisamment le français, pour lequel faut un certain niveau pour aller chercher des informations plus diversifiées.

Le Burkina, suite

Vous avez vu que « la transition » a été assez rapidement organisée, en laissant un certain poids aux militaires. Vous vous souvenez que le pays est multi-religieux, avec une majorité musulmane. Cette cohabitation, paisible semble-t-il, vient d'être illustrée par la nomination d'un (sauf erreur) catholique, Michel Kafando, qui cumule la présidence et le ministère des affaires étrangères, et d'un militaire protestant, Isaac Zida, qui cumule les postes de premier ministre et de ministre de la défense. Je note que les médias locaux n'ont pas mis en avant la religion des intéressés, ce qui est a priori bon signe.

oooooooo

En prime, une lecture n'ayant rien à voir avec le monde musulman :

Suffit-il de semer de l'argent pour faire pousser des emplois ?

<http://lecercle.lesechos.fr/node/119082/>

